

LA SENTINELLE DES CLUBS

JOURNAL SPÉCIAL

DES SOCIÉTÉS RÉPUBLICAINES.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
PARIS. — 3 mois, 5 fr. ; 6 mois, 10 fr. ; Un an, 20 fr.
DEPARTEMENTS. — 3 mois, 8 fr. ; 6 mois, 16 fr. ; Un an, 32 fr.
ÉTRANGER. — 3 mois, 10 fr. ; 6 mois, 20 fr. ; Un an, 40 fr.

BUREAUX A PARIS.
Rue de Cléry, 82.
S'adresser franco.
Au Citoyen V. BOUTON.
CORRESPONDANT A LONDRES.
W. JEFFES, Foreign Bookseller, 15,
Burlington-Arcade.

APPEL AUX CLUBS.

Citoyens,

Je crois qu'un journal consacré spécialement aux Clubs est nécessaire. Présenter avec ensemble leurs délibérations, exprimer leurs vœux, constater leur action sur l'opinion publique, suivre leurs mouvements et présenter la physionomie fidèle et consciencieuse de leurs débats, telle est la tâche que je me suis imposée. Pour y parvenir j'ai besoin de votre appui, mais ce journal sera le vôtre. Secondez mes efforts, et la puissance que cette feuille acquerra vous sera utile le jour où vous aurez besoin, peut-être, de peser moralement de tout votre poids sur les délibérations de l'Assemblée Constituante. Victor BOUTON.

CLUBS DE PARIS.

Société centrale républicaine.

Séance du 3 avril 1848.

Le citoyen L.-A. Blanqui occupe le fauteuil de la présidence. Son front est calme, il a sur les lèvres ce sourire de finesse qui le distingue et donne à sa figure une physionomie toute particulière.

La séance est ouverte à l'heure ordinaire ; le président prend la parole : il fait entendre à l'assemblée que, sous le coup d'une odieuse calomnie, il vient prier l'assemblée de vouloir bien lui permettre de quitter le fauteuil et de céder la présidence à un membre du bureau, jusqu'à ce qu'il ait fait paraître sa justification qu'il prépare en ce moment.

Non ! non ! crie-t-on de toutes parts ; restez notre président ! (Des applaudissements frénétiques couvrent la voix de l'orateur ; le calme se rétablit enfin.)

Citoyens, reprend le président, la société républicaine est appelée à exercer une grande influence dans nos événements révolutionnaires. Pour sa propre dignité comme pour la dignité de chacun de ses membres en particulier, il importe que le président soit toujours à l'abri même d'une accusation. J'insiste fortement pour que vous m'accordiez ma demande, c'est dans votre intérêt en même temps que dans le mien.

(Ces paroles sont couvertes d'applaudissements, et l'assemblée adhère à la demande du citoyen Blanqui.)

La parole est au citoyen docteur C. Lacambre.

« Citoyens, la calomnie marche, marche toujours. Tous les efforts des ennemis de la République semblent en ce moment concentrés sur un seul point, dirigés contre un seul homme que vous connaissez tous. Non-seulement on ne lui donne pas le temps de se défendre, mais on multiplie tellement les mensonges odieux de toutes parts, qu'il serait impossible à une phalange entière d'y faire face. Aujourd'hui, une multitude de journaux sont remplis de faits inexacts et d'insinuations perfides. Au milieu de tant de perfidies, j'en prends une qui concerne particulièrement la Société centrale dont vous pouvez, dont vous devez être juges. — Je vais vous lire l'article du journal auquel je fais allusion, article qui a d'autant plus d'importance qu'il vient de la Commune de Paris :

« Ce soir, on s'attendait à une séance fort orageuse dans l'enceinte du Conservatoire, où se tient le club de la Société républicaine.

On avait lu dans la Gazette des Tribunaux du matin un document que nous publions ci-dessous.

A huit heures et demie, après une heure d'attente, la séance du club a été ouverte.

Le président, le citoyen Blanqui, est venu déclarer, et cela, il faut le dire, avec un certain embarras, que la Gazette des Tribunaux avait publié une note infâme dont les termes sont tellement transparents qu'il reconnaît qu'ils s'appliquent à lui ; qu'il avait l'intention de la combattre ; que pour le faire, il lui fallait un numéro du Moniteur de 1840 et un numéro de la Réforme de décembre 1844 ; qu'il s'agissait pour lui de rien moins que de faire

des révélations qui terniraient la réputation de quelques membres du Gouvernement provisoire, et qu'enfin il allait céder le fauteuil au vice-président, afin de recueillir plusieurs renseignements.

En effet, il s'est retiré dans le fond de la salle, et là il a eu quelques entretiens avec plusieurs personnes.

On s'attendait généralement à ce que le citoyen Blanqui prit la parole avant la fin de la séance ; mais on a été désappointé.

Vous savez tous, citoyens, combien tout ce qui est rapporté dans cet article est faux, mensonger et plein d'insinuations malveillantes. Voici la lettre que j'ai adressée en réponse à cet article ; je veux la soumettre à votre approbation :

CITOYENS,

Dans votre numéro de ce jour, vous avancez plusieurs assertions complètement erronées relativement à la séance de samedi de la Société centrale républicaine. La séance du club a été ouverte à l'heure ordinaire, ni plus ni moins.

Le citoyen Blanqui est venu déclarer, et cela, il faut le dire, sans aucun embarras, je vous en réponds, qu'une publication infâme et calomnieuse venait de paraître contre lui ; qu'il avait besoin de recueillir des documents pour répondre à une attaque aussi déloyale et aussi imprévue ; qu'il priait en conséquence l'assemblée de vouloir bien lui permettre de quitter le fauteuil de la présidence pour cette soirée seulement, ayant des renseignements à demander à plusieurs membres du club.

Personne ne s'attendait à ce que le citoyen Blanqui prit la parole avant la fin de la séance, personne n'a donc été désappointé.

Les calomnieurs, les lâches calomnieurs qui ourdissent leurs trames dans l'ombre, peuvent éprouver quelque embarras : ils en éprouvent de grands, nous le prouverons en temps et lieu.

Des citoyens vertueux connus par une vie de courage, d'abnégation, de dévouement, de conviction jusqu'à la mort ; des hommes qui marchent droit dans la large voie des principes, comme Blanqui, ne sont jamais exposés à éprouver quelque embarras, car il n'y a pas de gouffre sur cette voie.

Assistant à la séance dont vous parlez si légèrement, il faut le dire, je me vois forcé de donner un démenti formel à vos assertions.

L'homme de bien qui peut tenir le front haut dans les profondeurs des cachots comme en plein soleil, procède avec calme, dignité, tranquillité : c'est ce que fait le citoyen Blanqui ; la suite prouvera s'il a tort ou raison.

Il ne craint ni la calomnie, ni le poignard des assassins, ni les trames de la police (quelques murmures dans l'auditoire), ni les sales intrigues d'hommes dont il était en droit d'attendre plus de courage et de loyauté dans les attaques qu'ils dirigent si inconsidérément contre lui. Il a bravé la mort dans le combat, il l'a bravée dans les cachots, ne saurait-il la braver en face d'ennemis qui se cachent derrière la honte et la calomnie ?

L'estime des hommes de bien, l'appui des hommes de cœur, l'amour et le dévouement des travailleurs, à l'émancipation desquels il a voué tous les instants de sa noble vie, ne lui fera jamais défaut.

VIVE LA RÉPUBLIQUE !

Des hourras d'applaudissements ont accueilli la lecture de cette lettre. Le citoyen Lacambre continue :

« Citoyens, quelques voix se sont élevées pour protester contre mes paroles relatives à la police ; hé bien ! je vais expliquer ces paroles qui n'ont pas été mises dans cette lettre sans des motifs graves. On a répandu le bruit qu'on devait assassiner Blanqui dans les groupes qui ont causé des désordres ces jours derniers dans la rue Montmartre et sur les boulevards, lieu du passage habituel de Blanqui tous les soirs lorsqu'il quitte cette enceinte pour rentrer chez lui. Un journal a publié de plus un article dans lequel il dit que le citoyen Blanqui a été mandé par le préfet de police qui lui a offert un passeport pour l'étranger. J'imagine que Blanqui aura répondu ou répondu comme il convient à une pareille infamie ; c'est contre cette calomnie que j'ai voulu protester, maintenant je

désire que cette lettre soit mise aux voix et adoptée par l'assemblée toute entière.

L'assemblée presque toute entière se lève et appuie avec un enthousiasme difficile à décrire la proposition du citoyen Lacambre. Plusieurs membres demandent la parole.

Un citoyen, dont le nom ne nous parvient pas, cherche à démontrer à l'assemblée qu'elle ne doit pas être jugée dans cette affaire. « Je ne connais pas Blanqui, s'écrie-t-il ; jusqu'à ce qu'il se soit fait connaître par une justification, nous devons nous abstenir de tout jugement.

Le citoyen Lacambre. — Ah ! vous ne connaissez pas Blanqui ! Vous nous donnez là une preuve bien évidente que vous ne vous êtes jamais occupés de politique. Mais nous le connaissons, nous ; il n'y a pas un seul homme dans cette enceinte, ayant suivi de l'œil seulement nos luttes politiques depuis vingt ans, qui ne connaisse Auguste Blanqui. Quant à la lettre contre laquelle l'orateur s'élève, elle renferme deux choses distinctes, un fait dont l'assemblée est et doit se porter juge. La première partie de la lettre a rapport à ce fait. Vous savez, en effet, si Blanqui a éprouvé ou non quelques embarras à la séance de Samedi. La dernière partie de cette lettre est une protestation énergique en faveur de la pureté de dévouement d'un homme que nous connaissons tous comme un pur martyr des principes. Je vous laisse juges si vous devez adopter la lettre toute entière ou n'en adopter que la dernière partie.

Le citoyen Dezamy, qui a été l'un des chefs de la Société des Saisons après les affaires de Mai, vient protester contre la calomnie publiée contre Blanqui. Il déclare qu'il n'était pas un seul membre de la société qui ignorât les faits relatés dans le mémoire, ouvrage évident d'un faiseur.

Un autre orateur vient encore protester contre le contenu de la lettre. Il pense qu'on doit attendre la justification de Blanqui.

Le citoyen Lacambre proteste énergiquement contre le mot de justification.

« Ce n'est pas une justification que nous attendons de Blanqui, s'écrie-t-il, mais une accusation directe contre les infâmes promoteurs d'une pareille calomnie. Puisqu'on a parlé de justification, je persiste à désirer que ma lettre tout entière soit mise aux voix, et avant de finir, je veux montrer aux plus incrédules, aux plus mal intentionnés, quels qu'ils soient, combien les calomnieurs se sont eux-mêmes dévoilés dans leur ignoble trame. Lisez la troisième lettre, cette lettre ou déclaration que Blanqui écrit ou fait à un ministre ; après avoir dit pendant toute la lettre, j'ai fait ceci et cela, tout à coup il ajoute : « Voici quel était le projet de fuite de Blanqui :

Il avait accepté de réorganiser la société ; mais il voulait s'en aller une fois l'organisation faite. » On voit évidemment que le faiseur, passant d'une note de police à une autre, se trompe, oublie son rôle, et au lieu de mettre : je copie tout simplement la note de police, il parle de Blanqui à la troisième personne. » (Mouvement de surprise dans l'auditoire.)

Le citoyen Blanqui revient, demande la parole, et conjure l'assemblée de ne pas le devancer dans la discussion de cette affaire, qu'il veut réserver tout entière. Il insiste pour la clôture sur cette question. « Il ne faut pas se le dissimuler, dit-il, c'est la guerre, la guerre à outrance ; il faut savoir l'accepter, recevoir les coups auxquels on est exposé, et en rendre trois contre un, quand on le peut. »

De frénétiques applaudissements ont accepté ces paroles, et l'assemblée a voté, à l'unanimité, l'ordre du jour. On a ensuite discuté diverses candidatures, parmi lesquelles celle du citoyen Dezamy, qui a été admise à l'unanimité, moins deux voix. Celle du citoyen Thoré a été rejetée.

L.

CLUB DES AMIS DU PEUPLE

Séance du samedi 1^{er} avril.

Dès huit heures les tribunes étaient envahies par les

dames, et l'immense salle par une foule composée de citoyens habitant le centre de la ville, des délégués des clubs et des citoyens venus des faubourgs et de la banlieue. Le club de Bercy y était représenté par une délégation nombreuse. Le citoyen Raspail a ouvert la séance par une exposition historique ayant pour but d'établir que la République, quant au fond, n'est pas l'œuvre des temps modernes, qu'elle remonte au berceau des peuples européens.

L'espace nous manque pour analyser ce discours écouté avec une attention qu'interrompaient de temps en temps les applaudissements de l'assemblée.

Immédiatement après, l'assemblée a procédé à la présentation des candidats pour la députation à l'Assemblée nationale.

L'assemblée a d'abord voté d'acclamation la candidature des citoyens

Kersausie et Raspail.

Le citoyen Raspail a répondu aux applaudissements de l'assemblée par ces paroles : « Citoyens, Socrate disait que sa chambre était bien petite, et qu'il serait heureux de pouvoir la remplir d'amis. La salle est immense, et il me semble qu'elle est comble, en fait d'amis. »

Le président a présenté comme candidats à la députation, les citoyens Philippe Gœzler, forgeron, et Guibert (Melchior), contre-maitre dans une fabrique de produits imperméables; mais ces citoyens étant absents, leur candidature ne sera soumise aux interpellations que dans la séance prochaine. Ces citoyens sont invités à se présenter.

Il faut en dire autant de quelques autres citoyens présentés par des membres de l'assemblée.

Le citoyen la Moskowa demandé à lire sa profession de foi; il a répondu aux nombreuses interpellations qui lui ont été adressées sur ses opinions républicaines, sur son entrée à la chambre des pairs, etc., et sa candidature ayant été mise aux voix, elle a été admise à la majorité des suffrages.

Le citoyen Larochejaquelein ayant été proposé comme candidat, est monté la tribune; une foule d'interpellations lui ont été adressées, et ce citoyen a répondu à toutes dans le sens le plus large et de la manière la plus explicite, que ne désavouerait le plus radical des républicains. Sa candidature a été admise à la presque unanimité.

Le club de l'Union fraternelle du faubourg Saint-Martin, 40, ayant proposé au club des Amis du peuple, comme candidat, le citoyen Victor Guyot, ouvrier; ce citoyen a exposé sa profession de foi et répondu aux diverses interpellations; sa candidature a été admise à l'unanimité.

On a pu voir de séances de clubs aussi palpitantes d'intérêt. On aurait dit la nuit du 4 août de la Révolution de 1848, avec toute son abnégation, sa franchise et sa concorde cimentée, autour de l'autel de la patrie, entré toutes conditions étonnées de se trouver ensemble.

Voici la remarquable profession de foi du citoyen Larochejaquelein :

Messieurs,

Les élections pour l'Assemblée nationale constituante vont avoir lieu dans peu de jours.

Je dois, avant l'élection, vous exposer franchement, loyalement, en termes très-simples, mes sentiments; je veux être compris par tout le monde.

Vous agirez ensuite en hommes libres.

Si l'on me demande de renier le passé de ma famille, le mien, je n'y consens pas.

Il y aurait lâcheté à le faire; vous ne me croiriez pas.

Le passé appartient à l'histoire; soyons de notre temps; nous lui devons notre dévouement et nos efforts.

J'ai dit en 1830 que je ne comprenais pas l'établissement d'une royauté nouvelle sans le consentement de la nation librement exprimé.

La royauté était une institution nationale consacrée par huit siècles de durée; elle avait ses conditions, ses règles de transmission; elles n'ont pas été observées en 1830; j'ai dû le regretter, car il était évident que l'intérêt d'une dynastie allait s'efforcer de prévaloir sur les intérêts nationaux; mais je n'ai pas hésité à servir mon pays en acceptant les suffrages de mes concitoyens.

Pendant les six années que j'ai été député, je n'ai rien fait contre le serment que j'avais prêté librement.

Je n'aimai pas le gouvernement, on le sait assez; mais je m'étais sincèrement dévoué à la défense des droits, des libertés, des intérêts de la France.

Je n'aurais pas une insulte pour ceux que j'ai attaqués avec tant d'énergie et dans tant de circonstances; ce ne serait pas digne de moi.

La justice de Dieu s'est faite pour sauver en France, je l'espère, les sentiments d'honneur qui la font vivre.

Le trône renversé, je suis monté à la tribune, j'ai demandé l'appel à la nation consultée, j'ai appuyé la nomination du Gouvernement provisoire.

Je n'appartenais pas au parti républicain, et cependant je ne me rendais pas bien compte du travail qui se faisait en moi, entre la singulière quasi-monarchie que nous avions et une république possible.

Je n'ai donc pas été étonné du mouvement extraordinaire qui, en quelques heures, a décidé ce grand changement.

Lorsque de pareils événements arrivent, la logique des principes est toujours dominée par les faits.

La nation, maîtresse d'elle-même, peut seule se donner la constitution qui lui convient. Voilà le principe.

Mais il fallait au gouvernement une forme, un nom : la république a été proclamée par le gouvernement provisoire. J'ai déjà, et tout de suite, promis mon concours : je tiendrai parole.

Que l'intérêt, que l'avenir de la nation fassent disparaître toutes les divisions, même les noms des anciens partis; c'est le seul moyen de sauver notre pays de tous les maux intérieurs ou extérieurs que nos divisions produiraient infailliblement.

Nous avons pu être divisés; nous sommes réunis pour le salut commun de la patrie.

Maintenant il faut y travailler tous.

La tâche est difficile; il ne faut pas qu'elle soit au-dessus de nos forces.

Si bien des idées folles, inapplicables, dictées par des sentiments plus généreux que pratiques, sont mises en avant, beaucoup d'idées fécondes se sont déjà fait jour dans notre temps d'études et de progrès; il faut les discuter, les approfondir, les appliquer.

Les idées générales et communes d'ordre pour tous, de liberté pour tous et pour chacun, doivent réunir les hommes de bonne volonté.

Liberté civile, liberté politique, liberté religieuse, union de tous les cœurs pour le bien général, n'est-ce pas un mouvement immense qui laisse derrière lui tous les passés, qui doit éloigner toutes les exclusions, étouffer toutes les haines, réunir tous les efforts!

Appui sincère, énergique, cordial, au travail, à l'intelligence, à la propriété;

Union de tous les intérêts de la société;

Elever le niveau du bien-être moral et matériel au lieu de l'abaisser;

Connaître ses droits, remplir ses devoirs;

Faire de la France la plus grande et la plus heureuse nation de la terre, la nation la plus libre, la plus humaine, la plus fraternelle, la plus polie : voilà la mission!

Il faut l'accomplir.

Ces idées doivent dominer dans les choix que vous aurez à faire.

Le gouvernement républicain ainsi compris, ainsi pratiqué, peut réaliser le rêve des hommes de bien, aimant leur pays avant tout.

Qui donc reculerait étant convié à une pareille œuvre?

Nous le sommes tous.

Travaillons donc loyalement, sincèrement, fidèlement à l'œuvre de tous, et que la France sorte glorieuse de l'état d'abaissement qui a soulevé si justement la colère de tout un peuple.

Si vous voulez de mon concours plus spécial comme votre représentant dans de pareilles conditions, avec un pareil but, sans arrière pensée, dont le soupçon ne pourrait m'atteindre quand j'ai pris un engagement, vous pouvez compter sur mon dévouement.

HENRI DE LAROCHEJAQUELEIN.

Elections de l'Armée.

Un arrêté du gouvernement provisoire porte que les élections de l'armée se feront d'après la communication des listes de candidat de chaque département. Mais de quelles listes de candidats? Il faut se tenir en éveil contre les listes de la bourgeoisie. Deux cent mille hommes vont peser de leur poids dans la balance des candidatures, et ils voteront d'après les listes qu'on leur fera parvenir. Pour Dieu et pour le peuple! que ces listes ne soient pas fournies par le Comité central des élections du boulevard Bonne-nouvelle, c'est-à-dire de la coterie la bourgeoise qui ait surgi depuis la révolution. Que tous les républicains veulent bien adresser au Club des Clubs les listes des candidats républicains. Que les comités des départements les envoient, de suite, au président du Club des Clubs, siégeant au Palais-National, nous les en supplions.

Un journal du soir assure « qu'il se forme dans Paris une garde urbaine, chargée de veiller au service de sûreté de la capitale et à la garde du Gouvernement. »

Voilà la garde des consuls. Nous en verrons bien d'autres.

On accuse le citoyen Boulay (de la Meturthe), colonel de la 11^e légion parisienne, d'avoir mis le pied aux Tuileries dans les journées des 23 et 24 février. Le fait est-il vrai? Qu'allait faire dans ces lieux le citoyen Boulay? L'accusation a été faite dans une Ayuntamiento de Madrid

réunion de citoyens du département des Vosges, où l'on examinait la candidature de Boulay à l'Assemblée Constituante. Nous demandons au citoyen Boulay une explication nette et précise : car ceux qui se sont crus possibles le 23 ou le 24 février ne le sont plus aujourd'hui.

Nous tenons d'un membre du comité électoral qui avait organisé le banquet du 12^e arrondissement, que le député Boissel, qui avait accepté la présidence dudit banquet, prié de signer l'acte de location du terrain, s'y refusa, dans la crainte de se compromettre, ce que deux membres du comité furent obligés de faire à défaut du citoyen Boissel.

Le citoyen Lacrosse (du Finistère), forcé par une maladie de s'abstenir de paraître au banquet, écrivit au même Boissel pour lui donner son adhésion à la protestation dont le banquet devait être l'objet, et la lettre du citoyen Lacrosse ayant été publiée dans divers journaux, l'indigne président du banquet se plaignit amèrement qu'on désignât ainsi son nom à l'opinion, tremblant sans doute d'être par trop compromis aux yeux des gouvernants monarchiques.

Or, le président Boissel se portant candidat à l'Assemblée nationale, les électeurs trouveront-ils dans les deux faits ci-dessus un titre à leurs suffrages?

Nous apprenons que par suite d'une coalition des ouvriers typographes, les travaux sont suspendus dans les imprimeries de Marseille. Quoique *Le Séma-phore* soit un journal peu avancé, nous nous empressons de lui prouver que la partie la plus active de la démocratie française regrette comme lui que les typographes marseillais aient manqué de calme et ne se soient pas sentis assez forts de leurs droits, eux qui sont si intelligents, pour exiger sans délai l'exécution d'un nouveau tarif. « Il eût été plus convenable que la publication des journaux n'eût pas été brusquement interrompue, et que les ouvriers fussent restés dans les ateliers pendant le temps des négociations. »

La conduite des typographes pourrait, en certaines circonstances, dégénérer en un véritable attentat à la liberté. Nous leur recommandons l'exemple des ouvriers charpentiers de Paris qui, s'étant mis en grève pour quelques centimes de différence dans un tarif, ont exécuté *gratis* des travaux d'un intérêt général, redoublant d'efforts sans rien exiger. Au fond de son énergie, Paris conserve un calme admirable qui doit être présenté comme la véritable force du droit. Que la province apprécie la conduite de notre population, et elle sera convaincue, malgré ce qu'en disent les organes de la réaction, que Paris a sauvé la liberté et qu'il saura la conserver avec la même sagesse et le même dévouement.

Nous envoyons le fait suivant à qui de droit : Dans la commune d'Etavigny et les communes environnantes, canton de Betz, département de l'Oise, les maires se sont déclarés contre-révolutionnaires, au point de faire verbaliser par les avoués contre les paysans qui, en proclamant la République, ont brisé les plâtres de l'ex-roi. Assigné à comparaître à Senlis devant le juge d'instruction pour rendre compte de sa conduite, le garde-champêtre d'Etavigny, qui avait encouragé les démonstrations, a été destitué par le commissaire du Gouvernement à Senlis, pour avoir laissé la manifestation populaire s'exercer, et avoir permis le bris des bustes de Louis-Philippe.

Le symbole républicain, adopté par les membres du Gouvernement provisoire, se compose de trois mains, dont deux se serrent et dont l'autre montre le ciel. Les deux mains jointes indiquent l'union qui fait la force, et la troisième, montrant le ciel, fait souvenir que toute sagesse vient de Dieu.

Nous allons donner une liste générale des Sociétés Républicaines. Nous prions les présidents de Clubs de nous faire parvenir les heures et les jours exacts de leurs séances.

Nous invitons tous les candidats à envoyer au Journal LA SENTINELLE, des exemplaires de leurs professions de foi.

Le Directeur-Gérant :

V. BOUTON.

Imprimerie de Beaulé et Maignand, rue Jacques de Brosse, 8.